

Régionales : une équation

Le scrutin de décembre est d'autant plus passionnant qu'il s'annonce très serré. La réussite ou l'échec de la stratégie d'ouverture du Front national en sera l'une des clés essentielles

Dans trois mois, le 13 décembre, nous connaissons le nouveau président de la région Paca. Nouveau (ou nouvelle) quoi qu'il advienne, puisque le socialiste Michel Vauzelle, après trois mandats consécutifs, a choisi de se retirer. Cette élection ne passionne d'ordinaire guère les foules. Trois éléments viennent cette fois-ci la rendre plus « sexy ». La réforme territoriale, via le redécoupage de l'Hexagone et la redistribution des compétences, confère aux nouvelles régions une autre dimension, un rôle accru en matière d'économie notamment. Ce rendez-vous, ensuite, sera le dernier test grandeur nature avant la présidentielle de 2017.

Affaire passionnelle

Et puis, surtout, cela n'a rien d'anecdotique, l'élection régionale en Paca a pris l'allure d'une pièce de boulevard. Casting de personnalités politiques nationales, famille qui s'étripe sur la place publique : forcément, tout le monde est amené à s'y intéresser, y compris pour de mauvaises raisons. On peut ainsi supposer que la participation au scrutin sera plus importante qu'à l'accoutumée. Ce qui rend les pronostics encore plus aléatoires. Christian Estrosi, au regard de son parcours et de son poids politique, fait figure



Christian Estrosi (LR), Marion Maréchal-Le Pen (FN) et Christophe Castaner (PS) : ce serait l'ordre d'arrivée au second tour, selon un sondage IFOP réalisé fin juin.



de favori pour le second tour, bien campé sur un électorat républicain consistant et fidèle dans le Var et les Alpes-Maritimes. Le premier sondage officiel a donné des indications confortant le député-maire de Nice, mais il n'apparaît pas intouchable, loin de là. Selon une enquête IFOP réalisée fin juin, le chef de file des Républicains et centristes l'emporterait au 2^e tour avec 35 % des voix, devant Marion Maréchal-Le Pen à 33 % et le socialiste Christophe Castaner à 32 %.

Estrosi talonné

On le voit, le suspense est entier. Le FN, sur un territoire où il est lui aussi solidement enraciné désormais, peut renverser la table. Selon le même sondage, Marion Maréchal-Le Pen arrive

en tête au 1^{er} tour, forte de 32 %, devant Estrosi à 29 % et Castaner à 17 %. La donne a quelque peu évolué hier, le Modem ayant définitivement accepté de faire cause commune avec Les Républicains. « Tant sur le développement économique que sur la méthode de gouvernance, nous sommes en phase et nous avons pu trouver un accord qui me semble équilibré », souligne Marc Fesneau, secrétaire général du Modem. Cette alliance devrait faire grimper Christian Estrosi en tête au premier tour, sans atténuer pour autant la foire d'empoigne au second. Même le PS, si fragilisé, avec un candidat en déficit de notoriété et un rejet gouvernemental qui ne lui facilite guère la tâche, est en droit d'espérer un hold-up, si la droite et le FN en viennent à s'entre-tuer. Il lui

faudra pour cela rassembler au second tour des forces de gauche aujourd'hui éclatées. Le Front de gauche et Europe Ecologie - Les Verts, crédités de 7 % chacun dans le sondage IFOP de juin, travaillent depuis cet été à une liste d'union. Mais les choses traînent en longueur : « Nous sommes toujours en discussion, nous devrions parvenir à un accord », indique Jean-Marc Coppola (FDG). Sophie Camard (EELV) confirme « une volonté de liste unique, mais rien n'est signé pour l'instant, nous nous préparons donc aussi, s'il le faut, à partir avec une liste autonome ».

Une liste dissidente ?

Clairement, la clé du scrutin se situe au Front national. La tragicomédie familiale chez les Le Pen lui aura-t-elle fait perdre une partie de

ses fidèles ? Au contraire, l'élimination du père fondateur et l'ouverture à des candidats divers droite comme Olivier Bettati, tête de liste dans les Alpes-Maritimes, lui permettra-t-elle d'élargir sensiblement son audience ? La réponse à cette double interrogation livrera, en grande partie, le nom du futur occupant de l'Hôtel de Région à Marseille. A moins de trois mois du premier tour, une frêle incertitude demeure. Jean-Marie Le Pen ne conduira pas de liste dissidente contre sa petite-fille. En revanche, autour du Niçois Michel Cotta, plusieurs de ses soutiens ont entrepris de constituer une liste baptisée « Paca fait Front ». Ironie-ils au terme de leur démarche ? Michel Cotta entretient le doute : « On ne peut pas dire qu'on ira au

Le chiffre

0,77

En pourcentage, le différentiel de voix entre l'UMP et ses alliés et le FN lors du 1^{er} tour des départementales sur l'ensemble de la région. UMP, UDI, Modem et divers droite y ont totalisé 584 486 voix, le Front national 572 013, soit 12 473 voix d'écart sur 1 602 807 votants.

L'info

Les inscriptions sur les listes électorales sont possibles jusqu'au 30 septembre, en vertu de la loi de réouverture exceptionnelle des délais d'inscription, publiée en juillet. Infos sur les modalités à remplir sur le site service-public.fr.

bout, mais on travaille. » Plus sûrement, on s'achemine vers l'intégration de proches de Jean-Marie Le Pen sur les listes de Marion Maréchal... Debout la France, en revanche, sera bien dans la bataille, pour tenter d'y exister dans le mince espace intercalaire entre Républicains et FN.

THIERRY PRUDHON
tprudhon@nicematin.fr

Le poids des Bouches-du-Rhône

Le conseil régional Paca se compose de 123 élus, répartis en fonction de la population des départements. L'infographie ci-contre le montre clairement, le vote des Bouches-du-Rhône, qui comptent deux fois plus d'élus que les Alpes-Maritimes ou le Var, s'avère ainsi capital en vue de l'émergence d'une majorité. En 2010, la liste socialiste de Michel Vauzelle, à laquelle s'étaient ralliés au second tour les Verts et le Front de gauche, l'avait emporté avec 44,11 % des voix, devant la liste UMP de Thierry Mariani (33,02 %) et celle de Jean-Marie Le Pen pour le Front national (22,87 %).

Le nombre d'élus par département



Les présidents de la région Provence Alpes Côte d'Azur

1974 - 1981
Gaston Defferre (PS)



1981 - 1986
Michel Pezet (PS)



1986 - 1998
Jean-Claude Gaudin (UDF)



1998 - 2015
Michel Vauzelle (PS)



Election, mode d'emploi

■ Les 6 et 13 décembre

Les élections régionales auront lieu les 6 et 13 décembre prochains dans les treize nouvelles régions métropolitaines issues de la réforme territoriale. Le périmètre de la région Paca n'a pas été modifié. Il englobe toujours les six mêmes départements (Alpes-Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence).

■ Un scrutin relativement complexe

– La loi du 16 janvier 2015 reconfigurant les régions n'a pas modifié le mode de scrutin, qui se déroulera sur la base de listes départementales, à parité stricte hommes-femmes, les conseillers régionaux étant élus pour six ans.

ooOoo

– Le principe du mode de scrutin régional est d'associer une représentation proportionnelle à une prime majoritaire. Concrètement, la liste victorieuse hérite de 25 % des sièges. Le reste est réparti en fonction du score de chaque liste ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés. Les sièges étant attribués à chaque liste générale, la répartition entre les sections départementales s'effectue ensuite au prorata des voix obtenues dans chaque département.

ooOoo

– Si aucune liste n'obtient la majorité absolue au premier tour, seules seront autorisées à se présenter au second celles ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés au premier. Entre les deux tours, les listes peuvent être modifiées, notamment pour fusionner avec des listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

à plusieurs inconnues

Les dix premières propositions des différents candidats

■ Christophe Castaner (PS-PRG-MRC)

1. Stabilité de la fiscalité régionale.
2. La rentrée scolaire à zéro euro pour tous les lycéens et apprentis (gratuité des livres et matériels).
3. Les trajets TER/LER illimités pour 15 euros par an pour les jeunes.
4. Pass sport, santé et mobilité pour aider au financement du permis de conduire.
5. Plan pluriannuel d'investissement « Lycées 2020 ».
6. Création d'accélérateurs locaux pour l'emploi en faveur des petites et moyennes entreprises.
7. Prêts à taux zéro pour les artisans, commerçants et entreprises.
8. Renforcement des exigences de ponctualité de la SNCF, avec mise en place de sanctions financières.
9. 100 % des TER équipés de vidéoprotection sous dix-huit mois.
10. Mise en place d'un menu végétarien systématique dans les cantines.

■ Noël Chuisano (Debout la France)

1. Réduction de 15 % en six ans des dépenses de fonctionnement.
2. Pas d'augmentation des impôts durant la totalité du mandat.
3. Aides à l'installation pour les agriculteurs, artisans et commerçants.
4. Réorientation de l'OIN de la plaine du Var vers l'économie verte.
5. Circuits courts favorisés dans l'alimentation et les marchés publics.
6. Développement du photovoltaïque, notamment dans les lycées, et sécurisation énergétique.
7. Soutien des demandes communales liées à la sécurité.
8. Plan de vidéosurveillance dans les gares, les trains et les lycées pour lutter contre le racket et les trafics.
9. Maintien de toutes les lignes ferroviaires aujourd'hui menacées.
10. Remise à plat et contrôle accru des subventions aux associations.



■ Christian Estrosi (Les Républicains-UDI)

1. Soutien aux entreprises (TPE-PME principalement) qui se créent, innovent ou sont en difficulté.
2. Réduction des effectifs (non-remplacement des départs en retraite).
3. Carte multimodale permettant de circuler dans toute la région.
4. Tous les transports régionaux à 1 euro/mois pour les 16-26 ans.
5. Police régionale des transports et vidéoprotection dans les TER.
6. Création d'une banque régionale de l'apprentissage.
7. Aides aux communes contribuant à la rénovation du patrimoine et à la diffusion de la création.
8. Augmentation de 20 % de la production d'énergies renouvelables.
9. Mise en place d'un plan de soutien des agriculteurs et éleveurs.
10. Bourse aux étudiants en échange d'une installation dans une zone médicale tendue.

■ Marion Maréchal-Le Pen (Front national)

1. Création d'un fonds de soutien aux TPE-PME-PMI.
2. Réorientation de la politique internationale autour de la promotion des territoires et de l'exportation.
3. Police régionale des transports et création de lignes de bus dans les zones mal desservies par le train.
4. Création d'un lycée professionnel des métiers de la mer.
5. Patriotisme économique régional favorisant les producteurs locaux.
6. Création d'un comité régional du tourisme du moyen et haut-pays.
7. Suppression des aides aux associations communautaristes, refus des exigences religieuses dans les cantines.
8. Ouverture des Alpes sur l'Italie grâce au tunnel du Montgenèvre.
9. Organisation de la formation en fonction des besoins des entreprises.
10. Défense du patrimoine, de l'identité et des traditions.

■ J.-M. Coppola (Front de gauche)

1. Emprunt populaire pour financer de nouveaux services.
2. Développement de l'économie sociale et solidaire.
3. Tendre à la gratuité de l'ensemble des transports régionaux et création d'un pass multimodal.
4. Développement des maisons régionales de santé, pass santé élargi.
5. Soutien à la création d'un parc locatif public et rénovation de l'habitat sur des critères sociaux et environnementaux.
6. Conférence régionale de l'art, de la culture et de l'éducation populaire.
7. Protection du littoral (qualité écologique et accès pour tous).
8. Construction de six lycées.
9. Accueil des réfugiés dans des équipements publics désaffectés.
10. Contrôle de l'utilisation des fonds publics en y associant des citoyens.



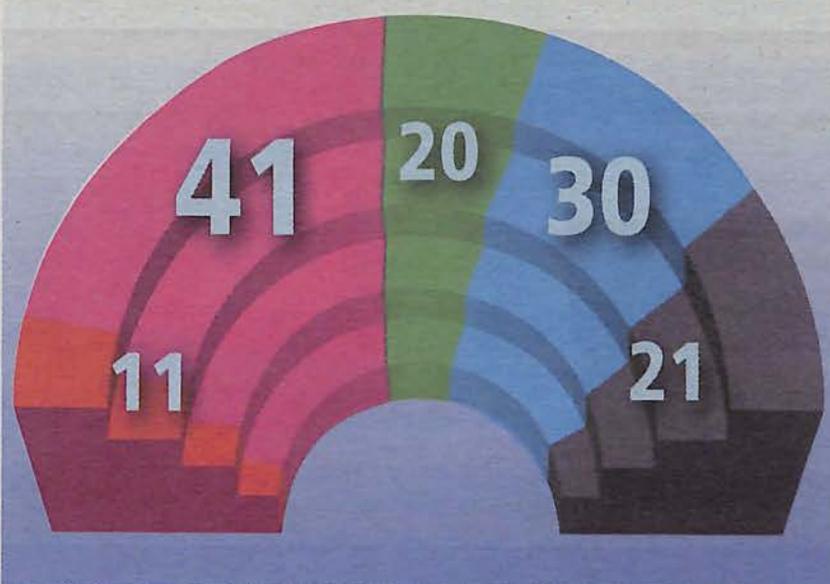
■ Sophie Camard (Europe Ecologie)

1. Faire de Paca la 1^{ère} région solaire de France.
2. 30 % d'agriculture bio en 2020 et alimentation de proximité dans toutes les cantines.
3. Titres uniques valables sur tous les modes de transport, généralisation de la carte Zou.
4. Soutien aux communes qui permettent l'encadrement des loyers.
5. Réhabilitation thermique des logements.
6. Création d'un fonds d'investissement régional pour les PME.
7. Bourse à l'emploi dans l'économie sociale et solidaire.
8. Eco-conditions : des critères sociaux et environnementaux pour l'attribution des aides publiques.
9. Développement des Parcs naturels, défense des terres agricoles.
10. Une démocratie en action : des engagements construits avec les citoyens pendant et après la campagne.



La composition actuelle du conseil régional

■ Front de gauche ■ PS ■ Les Verts ■ Républicains et DvD ■ Front national



Infographie François-Philippe LANGLADE

« Une inquiétude qui est aussi identitaire »

Consultant politique, Stéphane Rozès, président de Cap, Conseils, analyses et perspectives, estime que l'élection en Paca se jouera d'abord sur des « dynamiques nationales, liées à la permanence de la dépression française ». « Dans cette partie de la Méditerranée, avec la crise des migrants qui prend de l'ampleur, vient s'y greffer une inquiétude qui n'est pas seulement économique et sociale, mais aussi identitaire. » Quant à savoir si le jeune âge de Marion Maréchal-Le Pen la servira ou la des-

servira, le politologue ni voit pas un élément déterminant. « Ni l'un ni l'autre, son problème n'est pas une question d'âge mais de savoir si elle est plus proche de son grand-père ou de sa tante. Ce qui fait la dynamique du FN, c'est clairement l'orientation de Marine Le Pen, qui se distingue de celle de son père. Elle s'inscrit dans un souverainisme radical, là où lui était clairement d'extrême-droite. » « Le clash familial, conclut Stéphane Rozès, ne pénalisera pas Marion Maréchal, mais il lui faudra expliciter son programme. »